

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/189 MECENAT SOCIAL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE LA SEYNE- SUR-MER ET L'ASSOCIATION INSTITUT BREAK POVERTY POUR LE DEPLOIEMENT DE LA DOTATION D'ACTION TERRITORIALE (DAT) SUR LE TERRITOIRE DE LA SEYNE- SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/189

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : MECENAT SOCIAL - CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER ET
L'ASSOCIATION INSTITUT BREAK POVERTY POUR LE
DEPLOIEMENT DE LA DOTATION D'ACTION
TERRITORIALE (DAT) SUR LE TERRITOIRE DE LA
SEYNE-SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 11 mars 2025,

CONSIDERANT que la Dotation d'Action Territoriale est un dispositif de mobilisation des entreprises à l'échelle locale, en faveur des projets d'intérêt général qui visent à prévenir la pauvreté et le déterminisme social,

CONSIDERANT que l'objectif de la Dotation d'Action Territoriale est de pouvoir soutenir le développement de projets à impact social et éducatif qui répondent à des problématiques identifiées et qualifiées du territoire et de favoriser la coopération entre les acteurs associatifs, les acteurs économiques et les acteurs publics du territoire,

CONSIDERANT qu'il appartient à la Métropole, dans le cadre de sa compétence Politique de la Ville de favoriser les actions d'insertion socio-professionnelle par le soutien à des projets relatifs à la lutte contre la précarité, à la solidarité et à la jeunesse, intéressant les communes du territoire métropolitain,

CONSIDERANT qu'il s'agit, par cette convention de partenariat sans engagement financier, de renforcer les actions de lutte contre la précarité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le territoire de La Seyne-sur-Mer, avec le soutien bénévole de la fondation Break Poverty,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DEPLOYER la démarche de Dotation d'Action Territoriale sur le territoire de La Seyne-sur-Mer avec un référent identifié sur le service Cohésion Sociale et Territoriale de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2

D'AUTORISER la signature de la convention ci-annexée avec la commune de La Seyne-sur-Mer et l'association Institut Break Poverty.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à prendre tout acte et à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION DE PARTENARIAT

relative au déploiement d'une démarche d'alliance territoriale en faveur de la jeunesse défavorisée de la Seyne-sur-Mer : la « Dotation d'Action Territoriale » (DAT)

Entre les soussignés :

La Mairie de la Seyne-sur-Mer, située au 20 Quai Saturnin Fabre, 83500 La Seyne-sur-Mer, représentée par Nathalie BICAIS, Maire de La Seyne-sur-Mer, dûment habilitée aux fins des présentes,

Et :

L'INSTITUT BREAK POVERTY, association loi 1901 dont le siège est situé 81 rue de Lille 75007 PARIS, immatriculée sous le numéro de SIRET 878 683 093 00016, représentée par Denis METZGER, Président, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé « IBP »,

Et :

« LE RÉFÉRENT DAT », la Métropole Toulon Provence Méditerranée, située au 107 boulevard Henri Fabre CS30536 83041 Toulon Cedex 9, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommée « la Métropole TPM »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Institut Break Poverty

L'Institut Break Poverty est une association loi 1901 qui a pour vocation de lutter contre la pauvreté des jeunes. A ce titre, elle déploie la Dotation d'Action Territoriale (DAT), un dispositif créé par le fonds de dotation Break Poverty Foundation et qui vise à encourager le mécénat des entreprises sur des programmes de lutte contre le déterminisme social. Son objectif est d'accompagner 100 000 jeunes défavorisés sur une quarantaine de territoires.

La Mairie de la Seyne-sur-Mer

L'éducation est une priorité pour la Ville de La Seyne-sur-Mer. A ce titre, elle est engagée pour favoriser l'égalité des chances et ouvrir le champ des possibles aux jeunes issus des QPV. Une politique enfance et jeunesse affirmée se développe depuis plus de trente ans et a permis la mise en place d'un Projet Éducatif de Territoire, d'une Convention Territoriale Globale avec la CAF, d'un Programme de Réussite Educative et en 2019, La Seyne-sur-Mer a obtenu le label d'excellence Cités Éducatives.

La commune souhaite également renforcer l'attractivité du territoire, le développement économique et l'insertion socioprofessionnelle des habitants issus des quartiers prioritaires. A ce titre, elle est

attentive à créer des passerelles entre les objectifs éducatifs et d'insertion professionnelle en veillant à ne pas laisser de jeunes sans solutions. La Ville est d'ailleurs l'unique Cité de l'emploi du département du Var. Ainsi, un réseau d'acteurs de l'emploi sur les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville est mobilisé et maille le territoire de La Seyne-sur-Mer. Une dynamique forte renforcée par une animation locale qui permet de mieux articuler les interventions existantes et identifier les actions à construire ensemble.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a, depuis 2018, affirmé une volonté forte de se positionner comme un acteur majeur du développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de notre territoire. Le projet métropolitain vise à répondre aux enjeux contemporains et futurs du territoire, tout en définissant les priorités d'actions pour une métropole plus solidaire, écoresponsable, innovante et compétitive. Dans ce cadre, l'intégration de la Dotation d'Action Territoriale représente une opportunité pour renforcer l'engagement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée envers ses citoyens, notamment les jeunes, en tant qu'acteurs centraux du développement social et territorial. Elle constitue une étape supplémentaire dans l'engagement de la Métropole en faveur de la jeunesse.

L'intégration de la Dotation d'Action Territoriale renforce ainsi la capacité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à coordonner ces acteurs, à soutenir l'ingénierie de projets et à garantir la mise en œuvre de politiques publiques adaptées. Sa plateforme d'actions apparaît comme un levier stratégique pour l'autonomisation et l'épanouissement des jeunes, tout en renforçant la solidarité territoriale et en assurant une transition vers un avenir plus durable pour notre métropole.

L'adhésion à ce dispositif met en lumière la volonté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de mobiliser les acteurs économiques, associatifs et publics pour une réponse plus forte et structurée aux défis de la jeunesse en difficulté.

Préambule

La Dotation d'Action Territoriale (DAT) est un dispositif de mobilisation des entreprises à l'échelle locale, en faveur des projets d'intérêt général qui visent à prévenir la pauvreté et le déterminisme social.

L'objectif de la DAT est de pouvoir soutenir le développement de projets à impact social et éducatif qui répondent à des problématiques identifiées et qualifiées du territoire et de favoriser la coopération entre les acteurs associatifs, les acteurs économiques et les acteurs publics du territoire.

Les entreprises s'engageront volontairement par ce dispositif une part de leur résultat net à des projets locaux de lutte contre la pauvreté des jeunes.

Les parties s'engagent à collaborer sur la mise en place de cette démarche.

La DAT est portée localement par une structure référente en charge de sa mise en œuvre.

Elle se décline autour de 4 axes principaux :

- Diagnostic territorial des besoins
- Identification des projets locaux répondant aux besoins du territoire
- Mobilisation des entreprises locales
- Suivi de l'avancement des projets et mesure d'impact

L'IBP accompagne la structure porteuse pour agir en tant que « référent DAT », la déléguée régionale IBP mettant à sa disposition des conseils, de la méthode et des outils.

Il est convenu et décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Les parties se rejoignent sur l'utilité de la mise en œuvre d'une démarche de Dotation d'Action Territoriale sur le territoire de la Seyne-sur-Mer.

Cette convention explicite les modalités de collaboration et les champs d'intervention des trois parties : la structure porteuse de la DAT ici « le référent DAT », la Mairie de la Seyne-sur-Mer et l'Institut Break Poverty, notamment leurs rôles et responsabilités respectifs dans le cadre de la mise en œuvre de la DAT.

ARTICLE 2 : Obligations des parties

2.1 Les engagements de la structure porteuse « Le référent DAT » (ou « référent DAT »)

« Le référent DAT » met en œuvre la DAT dans le but de contribuer à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des jeunes sur le territoire de la Seyne-sur-Mer.

2.1.1 Engagements opérationnels

« Le référent DAT » s'engage à suivre les quatre étapes clés d'une DAT :

- **Il réalise un diagnostic territorial** quantitatif et qualitatif.

- **Il identifie et sélectionne les projets associatifs les plus pertinents** pour répondre aux problématiques ciblées.

Dans la mesure où cela répond à un besoin local, il sera identifié a minima un projet pour chacun des domaines d'intervention de la DAT : le soutien à la petite enfance, la lutte contre le décrochage scolaire, l'insertion professionnelle des jeunes. À noter que « Le référent DAT » ne peut pas inclure dans la DAT un projet dont il est porteur. Par ailleurs, ces projets devront être éligibles au mécénat (sauf exception dûment explicitée aux entreprises partenaires de la DAT), et respecter des principes de neutralité et d'indépendance politique et confessionnelle.

- **Il mobilise les entreprises du territoire afin de financer ces projets associatifs sur 3 ans :**

- Il assure la collecte auprès des entreprises mécènes et la distribution des fonds aux projets soutenus (ou la supervision de cette distribution, dans le cas où les entreprises versent directement les fonds aux associations, sans passer par la structure porteuse de la DAT), dans le strict respect des souhaits des donateurs.
- Il anime le collectif des acteurs de la DAT sur le territoire (événements collectifs, temps de reporting association/mécènes, visites d'association, etc.)

- **Il évalue et suit les projets associatifs mécénés de leur lancement jusqu'à la fin de la DAT**, à partir des indicateurs (notamment d'impact) et du plan d'action définis avec les porteurs de projet, au regard des engagements pris vis-à-vis des mécènes territoriaux :

- Cadrage et suivi des plans d'action
- Suivi a minima des 2 critères d'impact (quantitatif et qualitatif) selon la liste des indicateurs définis par Break Poverty
- Remontée des données d'impact (à minima nombre de bénéficiaires et montant de la collecte) deux fois par an (janvier/février et juin/juillet) à l'IBP
- En parallèle, il favorise la création d'actions entre entreprises mécènes et associations afin d'ancrer ces partenariats durablement.

En qualité de porteur de projet et par l'action de son référent, « Le référent DAT » est le porte-parole de la DAT et il est responsable de l'image qu'il communique auprès des médias ainsi qu'auprès des parties prenantes locales (associations, collectivités, mécènes etc...). Il suit les principes de communication détaillés en annexe 1.

Afin d'assurer la bonne mise en œuvre des quatre étapes de la DAT, « Le référent DAT » participe aux différentes formations organisées par l'IBP, assure des échanges réguliers avec la déléguée régionale de l'IBP et s'engage à l'alerter en cas de difficulté rencontrée pouvant affecter le bon déroulement de la DAT.

De plus, « Le référent DAT » alimente régulièrement le système d'information développé par l'IBP afin de fournir tous les éléments de reporting et de suivi de la DAT durant les 3 ans de suivi des projets associatifs.

2.1.2 Moyens et ressources mobilisés

« Le référent DAT » s'engage ainsi à suivre les quatre étapes clés de la mise en place de la DAT, en dédiant les ressources nécessaires afin d'assurer le respect du planning de mise en œuvre (c'est-à-dire au moins ½ ETP pour la réalisation des trois premières phases de lancement sur une durée estimée de

12 mois minimum, puis au moins ¼ ETP sur l'animation de la démarche et la mise en œuvre des projets sur 3 ans).

« Le référent DAT » s'engage à informer les parties prenantes de la convention de tout événement ou élément qui aurait une incidence sur l'exécution de la présente convention dès que portés à sa connaissance.

De façon générale, « Le référent DAT » s'engage à ne rien faire ou entreprendre de quelque manière que ce soit qui puisse porter atteinte ou ternir l'image des parties prenantes de ladite convention.

2.2 Les engagements de l'Institut Break Poverty

2.2.1 Engagements opérationnels

L'IBP appuie « Le référent DAT » dans la mise en œuvre du dispositif.

2.2.2 Moyens et ressources mobilisés

Pour cela, l'IBP assure gracieusement la formation du référent à la méthodologie du projet grâce à un parcours de formation collective de 4 jours.

Le délégué régional de l'IBP assure également un accompagnement lors des trois premières phases de lancement et durant la première année de suivi des projets associatifs, sans pour autant se substituer au rôle opérationnel du « référent DAT », et avec pour objectif que le référent DAT puisse être autonome dès la première année de suivi des projets associatifs.

L'IBP fournit également au « référent DAT » plusieurs outils facilitant la mise en œuvre de chacune des étapes, en particulier une plateforme informatique, comportant notamment des modèles de document, un répertoire d'associations en capacité d'essaimer sur le territoire en cas de manque identifié, un module de suivi des financements, etc.

L'IBP accompagne et soutient « le référent DAT » suivant la méthodologie de la DAT mais il n'est pas le porteur local de la démarche et ne peut pas être tenu responsable de l'issue de la DAT, ni de l'atteinte ou non des objectifs de chacun des projets associatifs retenus.

Il n'intervient pas dans la collecte, ou dans la distribution des fonds, et ne saurait donc être tenu responsable de l'allocation des fonds délivrés par des mécènes territoriaux.

L'IBP s'engage à informer les parties prenantes de la convention de tout événement ou élément qui aurait une incidence sur l'exécution de la présente convention dès que portés à sa connaissance.

De façon générale, l'IBP s'engage à ne rien faire ou entreprendre de quelque manière que ce soit qui puisse porter atteinte ou ternir l'image des parties prenantes de ladite convention.

2.3 Les engagements de la Mairie de la Seyne-sur-Mer

La Mairie de la Seyne-sur-Mer s'engage à soutenir le déploiement de la DAT sur son territoire. Ce soutien s'inscrit dans la volonté de la collectivité de contribuer à la prévention de la pauvreté et de favoriser le développement d'alliances entre associations, entreprises et pouvoirs publics.

2.3.1 Engagements opérationnels

La Mairie de la Seyne-sur-Mer contribue au succès de la démarche localement, en appuyant chacune des étapes de mise en œuvre : mise en lien avec les acteurs pertinents dans le cadre de l'état des lieux et partage de diagnostics déjà réalisés, échange d'informations au sujet des projets associatifs étudiés (le cas échéant), facilitation de la mobilisation entreprises notamment par un soutien politique au projet et la mobilisation d'élus lors des événements de communication, etc.

2.3.2 Moyens et ressources mobilisés

La Mairie de la Seyne-sur-Mer désigne une personne référente qui sera l'interlocuteur privilégié du référent DAT et dont l'expertise et la connaissance du territoire sont suffisantes pour contribuer à la bonne mise en œuvre des actions.

La Mairie de la Seyne-sur-Mer s'engage à informer les parties prenantes de la convention de tout événement ou élément qui aurait une incidence sur l'exécution de la présente convention dès que portés à sa connaissance.

De façon générale, la Mairie de la Seyne-sur-Mer s'engage à ne rien faire ou entreprendre de quelque manière que ce soit qui puisse porter atteinte ou ternir l'image des parties prenantes de ladite convention.

ARTICLE 3 : La gouvernance de la démarche

« Le référent DAT », la Mairie de la Seyne-sur-Mer et l'IBP instaurent conjointement un Comité de pilotage représentatif des acteurs impliqués dans la démarche afin d'assurer une gouvernance partagée autour de la DAT.

Ce comité aura pour mission de :

- Partager les éléments de diagnostic et valider les axes de priorité pour la DAT,
- Valider la sélection de projets à soutenir, dans le respect des critères de la DAT (pertinence, efficacité, capacité de développement et complémentarité avec l'existant),
- Faciliter la mobilisation des partenaires, notamment les entreprises appelées à financer les projets proposés,
- Suivre l'avancement et l'impact des projets soutenus au regard des engagements pris vis-à-vis des mécènes territoriaux relativement aux objectifs fixés et au calendrier,
- Identifier d'éventuels points bloquants dans la réalisation de la DAT et être force de propositions dans le respect de la stratégie de déploiement de la DAT portée par l'IBP,
- Définir et planifier les événements communs où la DAT sera mise en avant,
- Être un premier arbitre en cas de désaccord ou litige à l'exécution de la présente convention et proposer des solutions.

Le comité de pilotage sera composé de représentants des différentes parties prenantes de la démarche, à savoir *a minima* « le référent DAT », l'IBP, des représentants de la Mairie de la Seyne-sur-Mer (*a minima* un élu et un agent technicien) et un ou des représentants d'entreprises du territoire.

Il sera composé d'une dizaine de personnes maximum pour rester agile, mais pourra inviter des personnalités qualifiées autant que nécessaire.

ARTICLE 4 : Coordination / Référents du projet

La coordination de la Convention est assurée :

- Pour l'IBP par Margaux Meauxsoone, déléguée régionale Sud Est,
- Pour la Mairie de la Seyne-sur-Mer par : Nadia AZIZ, coordinatrice Cité de l'emploi
- Pour « Le référent DAT » par : Nawel Llas, Chargée de mission

L'IBP, la Mairie de la Seyne-sur-Mer et « le référent DAT » s'engagent à s'informer mutuellement en cas d'absence ou de changement de référent.

ARTICLE 5 : Modifications et renouvellement

La présente convention pourra faire l'objet d'un renouvellement ou de modifications dans les conditions définies par les Parties lors d'une réunion de bilan fixée à la demande de l'une ou l'autre des deux parties, permettant de faire le point sur la DAT (réalisations passées et projets à venir).

ARTICLE 6 : Modalités de résiliation anticipée

A l'issue d'une concertation préalable, la présente convention peut être résiliée, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations contractuelles ci-visées, par demande écrite par l'une ou l'autre des Parties et à l'issue d'une concertation préalable. La partie la plus diligente pourra mettre en demeure l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, de remplir immédiatement ses obligations contractuelles ainsi que d'effacer les conséquences de l'inexécution constatée.

Cette résiliation devra néanmoins se faire dans le respect des engagements pris auprès des associations et entreprises mécènes de la DAT, mais également du « référent DAT » qui alloue des ressources humaines à l'animation de la démarche.

Ainsi, la résiliation ne pourra être effective que dans un délai minimum de trois mois à compter de la notification de la demande, le temps d'organiser la sortie de la DAT.

ARTICLE 7 : Droit applicable - Règlement des litiges

La convention est régie par le droit français.

Les parties s'engagent à résoudre par la voie amiable les différends liés à l'interprétation des clauses de la présente convention ou à ses modalités techniques d'exécution.

A défaut de règlement amiable et en cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Toulon en trois exemplaires, le 14 janvier 2025

*Pour la Mairie
de La Seyne-sur-Mer*
Nathalie BICAIS
Maire

Pour l'Institut Break Poverty,
Denis METZGER
Président

*Pour « Le référent DAT »,
Métropole Toulon Provence
Méditerranée*
Jean-Pierre GIRAN
Président

Annexe 1 – Eléments de communication

L'Institut Break Poverty (IPB) s'engage à faire connaître sur son site internet et sur tout autre support de communication à sa disposition les actions menées par la Structure porteuse sous la forme de logotype ou de mention texte.

La Structure porteuse s'engage à faire connaître sur son site internet et sur tout autre support de communication à sa disposition le soutien qu'il reçoit de l'IBP sous la forme de logotype ou de mention texte.

Pour ce faire, l'IBP accorde au référent DAT le droit d'utiliser son logotype et son nom suivant la charte graphique fournie par ses soins et annexée ci-dessous, sous réserve d'une demande préalable et écrite, sur tous les supports de communication susvisés en France. Cette autorisation est consentie à titre gratuit pour les besoins de l'exécution de la convention.

La Structure porteuse accorde à l'IBP le droit d'utiliser son logotype et son nom, suivant la charte graphique fournie par ses soins et annexée à la convention de partenariat, sur tous les supports de communication susvisés, en France. Cette autorisation est consentie à titre gratuit pour les besoins de l'exécution de la convention de partenariat.

L'utilisation du logotype et/ou la mention du nom de l'IPB par la Structure porteuse devra être au préalable validée par l'IBP. L'IBP pourra communiquer sur le projet de la présente convention de partenariat, pour illustrer ses campagnes de communication et de mobilisation du grand public.

Logo :



Charte graphique :

Charte graphique de l'Institut Break Poverty

Titre : **Oswald**

Corps de texte : **century gothic**

Couleurs utilisées :

#00A0E3

RVB : 0, 160, 227



#727271

RVB : 114, 114, 113



Logos :



Texte de présentation :

Créé en 2017 par des chefs d'entreprise, Break Poverty Foundation a pour mission d'identifier et de soutenir des solutions innovantes contre la pauvreté, et tout particulièrement celle des enfants et des jeunes sur notre territoire. Ce fonds de dotation se mobilise autour de trois axes d'action : le soutien à la petite enfance - la lutte contre le décrochage scolaire - l'aide à l'accès au premier emploi. Il est notamment à l'origine d'un dispositif de mobilisation des entreprises contre la pauvreté des jeunes sur leurs territoires, la Dotation d'Action Territoriale, qui a été introduit dans la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté en 2018. L'Institut Break Poverty est chargé quant à lui de l'essaimage de la DAT sur le territoire national.

Site Internet & Réseaux sociaux

SITE INTERNET : www.breakpoverty.com

Facebook : <https://www.facebook.com/BreakPovertyFoundation/>

LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/break-poverty-foundation/>

Instagram : @breakpovertyfoundation

Twitter : @Break_Poverty

Youtube : <https://www.youtube.com/channel/UCCGnS48lKIE2s57DHoEYQ4Q/featured>